

## **PROCES VERBAL DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 14 SEPTEMBRE 2016**

### **CONVOCATION**

Le 7 septembre 2016, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mercredi 14 septembre 2016 à 18 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la réunion du 27 juin 2016

### **1- Travaux - Etudes**

- 1-1-Modificatif n° 2 au marché de travaux pour la Place Gambetta (Groupement d'entreprises EIFFAGE-MINETTO) pour la restauration de la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai 1945 et l'annulation de celle de la Rue Nationale
- 1-2-Schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subventions complémentaires auprès de la Région et de l'Agence de l'Eau suite à la commande d'une étude topographique auprès de OPSIA

### **2 - Finances**

- 2-1- Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif - Choix du mode de gestion (en régie ou par contrat de délégation de service public (DSP))
- 2-2- Décision modificative du Budget Communal pour permettre le remboursement d'une taxe d'aménagement à un particulier (permis de construire sans suite)
- 2-3- SOLIDARITE ITALIE - Appel lancé par l'Association des Maires de France pour venir en aide aux victimes du séisme du 25 août 2016.

### **3 - Personnel communal**

- 3-1- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maîtrise (promotion interne)
- 3-2- Création d'un emploi en CUI-CAE (contrat aidé) ou en C.D.D. d'adjoint d'animation pour les activités périscolaires et le centre de loisirs

### **4 - Administration générale**

- 4-1 - Composition de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte
- 4-2 - Modification des statuts communautaires au titre de la compétence GEMAPI (gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations)
- 4-3 - Vente d'un terrain (Le Grand Claou) à GRDF pour l'installation d'un équipement technique (poste de transport de gaz naturel)
- 4-4 - Document d'information communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

5 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

6 - Questions écrites

7 - Questions orales

## **PROCES-VERBAL**

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, **le mercredi 14 septembre 2016**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - GAUTIER Rémi - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - REES Pénélope - MUNIER Denise - VERDON Pierre - MIONET Marie-Thérèse - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - GAQUIERE Ingrid - CEMBRANI Romain - COLLAIN Olivier - BOULE AMPHOUX Isabelle - COEURDEUIL Yves - GAULET Renaud - FOURNEL Gilles - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : M. PAZ Aymeric (pouvoir à M. COEURDEUIL)

soit 26 présents et 1 absent excusé ayant donné pouvoir, soit 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, Directrice Générale des Services.

### Approbation du PV de la réunion du 27 juin 2016

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2016,

A l'unanimité moins une abstention (M. GAULET),

APPROUVE ce document.

### 1- Travaux - Etudes

1-1-Modificatif n° 2 au marché de travaux pour la Place Gambetta (Groupement d'entreprises EIFFAGE-MINETTO) pour la restauration de la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai 1945 et l'annulation de celle de la Rue Nationale

Par délibération du 18 février 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer l'opération relative à la restauration des fontaines de la Place Gambetta et de la Rue Nationale pour une estimation des travaux s'élevant à 50.144 € HT. Un fonds de concours était demandé auprès de la Communauté de Communes du Comté de Provence à hauteur de 10.000 €.

Le Maître d'œuvre a donc rédigé les documents nécessaires pour commander ces options (1b pour 23.442 € et 1c pour 26.702 €) prévues initialement dans le marché de travaux passé avec le Groupement d'entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour un montant de 1.426.661,51 € HT (tranche ferme et tranches conditionnelles).

Par délibération du 27 juin 2016, le Conseil Municipal a donc accepté la modification n° 1 au marché de travaux précité pour un montant total HT de 50.144 €.

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, depuis, la restauration de la fontaine de la Rue Nationale a été annulée vu les nombreuses plaintes émanant des riverains contre ce projet. Il ajoute par ailleurs qu'au cours des différents travaux de terrassements pour l'aménagement de la Place Gambetta et la rue Nationale, il est apparu très délicat de conserver la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai 1945 en l'état sans un risque important de fuite ou de dégradation et de reprise ultérieure sur des aménagements de surfaces récents. Il propose donc que l'option 1a soit commandée pour un montant de 37.652 € HT.

Il indique enfin que modification n° 2 présentée annule et remplace la modification de marché n°1 dans laquelle apparaissait une erreur de report de prix dans l'option 1c fontaine place Gambetta- prix n°11.4.5 - Remontage et travaux sur site) pour 4.652 € HT.

Le montant total des travaux concernés par cette modification n° 2 s'élève à 69.006 € HT. Monsieur le Maire informe d'autre part à l'assemblée qu'un mécène privé a fait don de 10.000 € pour participer à la restauration de la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à signer cette modification de marché n° 2.

M. FOURNEL : « Je suis d'accord pour que la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai soit restaurée mais est-ce que le calcul de l'autofinancement, soit 3.000 €, inclus déjà les 10.000 € de mécénat ? »

M. SAULNIER : « Oui et l'autofinancement s'élèvera bien à 3.000 € »

M. KINET : « Vous indiquez que la restauration de la fontaine de la Rue Nationale est annulée vu les nombreuses contestations des riverains. Pour ma part, je n'ai rien entendu dans le village à ce propos. Ces contestations ont-elles été faites oralement pendant les réunions de chantier ou par écrit ? »

M. SAULNIER : « Les riverains ont manifestés leur opposition de façon très virulente lors de diverses réunions de chantier. »

M. LANGE : « Est-ce que la fontaine de l'angle de la Rue du 8 Mai sera légèrement déplacée pour permettre d'élargir un peu l'entrée de la rue et permettre un braquage plus aisé des véhicules venant de la Rue Nationale ? »

M. SAULNIER : « Oui ce déplacement est prévu ».

M. LANGE : « Elle sera donc poussée et décalée ? »

M. SAULNIER : « Oui mais elle sera maintenue dans l'axe de la façade pour préserver la perspective vue de la Place. »

M. LANGE : « Il faudra être vigilant sur le respect de l'altimétrie de cette fontaine. Il n'y a pas de purge seulement une purge à air contre la façade Place du 4 Septembre. Si un désensablage s'avère nécessaire un jour, il est impératif de mettre cette purge puisque l'exutoire existe. »

M. SAULNIER : « Tout ceci est prévu dans le marché ainsi que le réseau à reprendre avec respect des niveaux. »

M. FOURNEL : « Pourrait-on envisager de procéder à l'affichage d'un communiqué pour informer les administrés de cette phase du chantier ? »

M. SAULNIER : « L'information sera diffusée. »

M. LANGE : « Quels sont les noms des mécènes en question ? »

M. SAULNIER : « Il s'agit de M. BOUCHARD du Domaine de Fontainebleau, qui a eu l'extrême gentillesse de répondre favorablement à notre sollicitation et nous le remercions de l'intérêt qu'il porte à la préservation du patrimoine communal. »

M. LANGE : « Et le nom du second mécène ? »

M. SAULNIER : « Nous ne l'avons pas encore. »

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ACCEPTE** la proposition de modification n°2 au marché de travaux passé avec le Groupement d'Entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour l'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta pour un montant de 69.006 € HT (options 1a et 1c),

**PRECISE** que la modification n° 2 annule et remplace la modification n° 1 approuvée par délibération du 27 juin 2016,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite modification n° 2,

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2016 (chapitre 23)

1-2-Schéma de gestion des eaux pluviales - Demande de subventions complémentaires auprès de la Région et de l'Agence de l'Eau suite à la commande d'une étude topographique auprès de OPSIA

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibérations du 22 juin 2015 et 20 janvier 2016, la décision a été prise d'élaborer un schéma directeur du réseau pluvial, avec un volet spécifique sur les zones inondables.

M. le Maire informe l'assemblée qu'un dossier de demande de subvention a été adressé depuis à l'Agence de l'Eau et à la Région et qu'un montant maximum respectif d'aide de 50 et 30 % pourrait être alloué à la Commune.

Il rappelle que l'estimation initiale de l'opération avait été arrêtée à 50.000 € HT et les subventions demandées sur ce montant.

Il indique que le montant définitif des études commandées s'élève à :

-élaboration du schéma de gestion des eaux pluviales (ACRI HE) : 33.035 € HT

-réalisation de plans topographiques (OPSIA)..... : 28.486 € HT

-mission d'assistance au maître d'ouvrage (SPL « ID 83 »)..... : 4.200 € HT

Soit un total général de ..... 65.721 € HT

Il propose au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à solliciter un réajustement des subventions précitées et de modifier le plan de financement prévisionnel en conséquence.

M. FOURNEL : « L'excédent constaté au budget de l'eau potable est-il impacté par cette dépense ? »

M. SAULNIER : « Non car il s'agit du réseau pluvial qui concerne le budget communal comme la voirie. »

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND EN COMPTE** le nouveau montant de l'étude visant à l'élaboration d'un schéma de gestion des eaux pluviales, soit 65.721 € HT

**ARRETE** le plan de financement prévisionnel des études nécessaires à l'élaboration du schéma directeur de gestion du réseau pluvial comme suit :

- Subvention Agence de l'Eau (50 %)..... 32.860 €
- Subvention de la Région (30 %).....19.716 €
- Autofinancement.....13.145 €

TOTAL...65.721 €

**SOLLICITE** une subvention à hauteur de 50 % auprès de l'Agence de l'Eau et de 30 % auprès de la Région.

### 2-1- Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif - Choix du mode de gestion (en régie ou par contrat de délégation de service public (DSP))

#### EAU POTABLE

Monsieur le Maire indique que, conformément à l'article L 5333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune de LE VAL est compétente dans le domaine de la gestion du service public de l'eau potable.

Le 22 janvier 2005, un contrat d'affermage a été conclu avec la société SEERC pour assurer l'exploitation du service public de distribution de l'eau potable. Ce contrat a alors pris effet pour une période de 12 ans et prendra donc fin le 21 janvier 2017.

Afin de faire face à cette échéance, la Commune a confié au bureau d'études « HYDREAUX CONSULT » l'étude comparative concernant les différents modes de gestion du service public de l'eau potable.

A l'issue de cette étude comparative, l'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus adapté aux attentes et aux besoins de la Commune. Cette analyse multi-critères, ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire, sont présentées dans le rapport du Maire (ci-annexé) sur le choix du mode de gestion, tel que prévu par l'article L 1411-4 du C.G.C.T..

Conformément à la lecture combinée de cette disposition et de celle de l'article L 1413-1 du C.G.C.T., Monsieur le Maire a soumis au préalable son rapport pour avis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le mardi 13 septembre 2016.

Cette commission a émis un avis favorable au principe du recours à la gestion déléguée du service public de l'eau potable, sous la forme d'un affermage, comme proposé par M. le Maire.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir approuver cette proposition.

M. KINET : « Je ne suis pas d'accord sur la forme de la délibération proposée. Nous n'avons pas eu connaissance des comparatifs financiers chiffrés entre la gestion en régie et la DSP. Nous ne pouvons donc pas décider quelle sera la meilleure solution. »

M. COEURDEUIL : « Il ressort des différentes questions posées lors de la réunion de la commission et des réponses apportées par le bureau d'études, que les communes qui passent en régie, dans l'immense majorité des cas, le font pour des raisons politiques. Même si le prix de l'eau, dans un premier temps, baisse par rapport au mode de gestion passé, il n'est absolument pas prouvé que ce prix ne soit pas augmenté dans les années suivantes. Il existe une astuce qui consiste à faire passer les frais de personnel attaché au fonctionnement de la régie sur le budget communal, ce qui permet artificiellement de baisser le prix de l'eau mais on a un poste budgétaire qui est augmenté. C'est ce qu'on appelle un tour de passe-passe. »

M. KINET : « Habituellement on procède de la façon contraire ! »

M. COEURDEUIL : « Le bureau d'études qui a présenté ce dossier a une expérience de plusieurs décennies sur le coût des différents modes de gestion selon les communes. D'après lui et selon ses éléments statistiques, il apparaît que le mode de gestion en régie n'apporte quasiment pas de bénéfice ou seulement dans des cas très précis notamment avec les tours de passe-passe comptables tels que décrits plus avant. Après, on a confiance dans le bureau d'études ou pas ! Deuxièmement au jour d'aujourd'hui, la situation de la consommation de l'eau sur toutes les communes qui sont en délégation de service public évolue grandement, à savoir que les sociétés qui ont des contrats de DSP sont en concurrence et quitte à perdre de l'argent dans certains cas, sont prêtes à baisser les coûts. Le système en régie imposerait à la Commune de mettre en place une équipe de 5 personnes minimum avec des compétences importantes car le réseau d'eau est concerné mais aussi celui de l'assainissement avec le fonctionnement de la station d'épuration. »

M. KINET : « On traitera de l'assainissement ensuite, là nous parlons de l'eau. »

M. COEURDEUIL : « Mais tout est lié. Donc si on opte pour le mode en régie, cela implique du personnel, du gros matériel (type travaux publics), des locaux.... C'est un service qui doit être assuré 24h sur 24 et 365 jours par an. Donc avec les RTT, les congés, les maladies, on va devoir vite passer à 8 personnes pour faire face à tous les incidents possibles (coupures d'eau, fuites, pannes, etc...)»

M. GIRAUD : « Six heures de coupure d'eau sur le village donne une indisponibilité de quatre jours. C'est-à-dire que le jour où la canalisation se rompt entre le château d'eau et la station de pompage, on est assuré avec la DSP actuelle d'être dépanné sous un délai de 6 heures maximum.

D'autre part, quand on évoque le prix du m<sup>3</sup>, il est de 1,70 €, un paquet de cigarettes vaut 7 €. Par contre, baisser le prix du m<sup>3</sup> n'est pas souhaitable parce que nous avons 41 km de réseau, dont du réseau en PVC, sur lequel il faut qu'on s'active pour les générations futures. Tout le monde s'est endormi sur le réseau d'eau, cela fait deux ans que je le dis. Il faut qu'on se penche rapidement sur les réseaux vieillissants vu notamment qu'on est à 75 % du taux de rendement, et qu'à partir de 73 % nous n'aurons plus de subventions. ».

M. COEURDEUIL : « La baisse n'est pas une demande de la Commune. Il faut savoir que les sociétés qui vont être mises en concurrence auront le même cahier des charges qui sera établi par la Commune avec l'aide du bureau d'études. Les sociétés auront donc notamment l'état des lieux des services et des installations. »

M. GIRAUD : « Il faudra qu'on mette une pression forte sur la nécessité de renouveler le réseau d'eau. »

M. COEURDEUIL : « Pour terminer l'argumentaire, un point extrêmement négatif pour la gestion en régie : le recouvrement des impayés qui revient alors au Maire avec toutes les complications que cela implique. En cas de DSP, c'est la société qui gère les impayés et la procédure contentieuse qui s'en suit. »

M. KINET : « Je ne suis pas du tout d'accord avec ces arguments. Il est évident que pour un bureau d'études, il est beaucoup plus simple de gérer un mode de gestion en DSP qu'un mode de gestion en régie. Il est dit que les phases techniques doivent être faites par du personnel communal, c'est totalement faux. La station d'épuration est gérée par une société dont les techniciens sont du métier. Quand on passe en régie, on peut traiter certaines parties du service avec du personnel communal (par exemple des extensions de réseau) et d'autres avec des sociétés privées spécialisées (traitement de l'eau, raccordement, ....) Dans ce cas-là, on gagne 20 %. Ce qui vous a été raconté là, c'est politique.

M. SAULNIER : « M. KINET, l'argumentaire du bureau d'études n'est en rien politique, Il nous a conseillé tout simplement avec les connaissances qu'ils ont de ces procédures. »

M. VERDON : « On constate que la commune de BRIGNOLES a opté pour la gestion en régie et que ce service donne toute satisfaction autant financièrement pour la collectivité qu'économiquement pour les usagers. »

M. SAULNIER : « L'exemple de Brignoles a été évoqué par notre bureau d'études. Cette commune a opté il y a 5 ans pour la gestion en régie pour des raisons politiques (décision de l'ancienne municipalité). Au bout de ces 5 ans, on constate déjà beaucoup d'éléments qui ont changé dont le nombre d'employés. Et cela va continuer à augmenter avec un effet sur les charges. Nous étions contraints par un délai très court (6 à 8 mois) pour nous organiser dans le cadre d'une régie impliquant une embauche de personnel qualifié mais aussi au niveau de la gestion administrative et comptable de ce type de solution avec la relève des compteurs, la facturation directe par la Mairie, la gestion des impayés, etc.... Je suis persuadé que nous ne pouvons opter pour le mode de gestion en régie.

M. VERDON : « Mais la Communauté de Communes ne peut-elle pas prendre en charge ce type de prestations ? »

M. SAULNIER : « Non car cela ne fait pas partie de ses compétences. »

M. LANGE : Le contrat de DSP sera signé pour une durée de 10 ans et non pour un délai plus court ? »

M. SAULNIER : « Non le retour sur investissements attendu par les sociétés implique une durée de 10 ans minimum. »

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et avoir pris connaissance de son rapport,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins deux abstentions : MM. KINET et VERDON,

DECIDE d'approuver le principe de gestion du service public de distribution d'eau potable de la commune dans le cadre d'une délégation de service public par affermage pour une durée de 10 ans et ce au vu du rapport de Monsieur le Maire contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Maire d'en négocier les conditions précises dans l'intérêt de la collectivité et des usagers.

### ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire indique que, conformément à l'article L 5333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune de LE VAL est compétente dans le domaine de la gestion du service public de l'assainissement collectif.

Le 22 janvier 2005, un contrat d'affermage a été conclu avec la société SEERC pour assurer l'exploitation du service public d'assainissement collectif. Ce contrat a alors pris effet pour une période de 12 ans et prendra donc fin le 31 décembre 2016.

Afin de faire face à cette échéance, la Commune a confié au bureau d'études « HYDREAUX CONSULT » l'étude comparative concernant les différents modes de gestion du service public de l'assainissement collectif.

A l'issue de cette étude comparative, l'affermage apparaît comme le mode de gestion le plus adapté aux attentes et aux besoins de la Commune. Cette analyse multi-critères, ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire, sont présentées dans le rapport du Maire (ci-annexé) sur le choix du mode de gestion, tel que prévu par l'article L 1411-4 du C.G.C.T..



Conformément à la lecture combinée de cette disposition et de celle de l'article L 1413-1 du C.G.C.T., Monsieur le Maire a soumis au préalable son rapport pour avis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux le mardi 13 septembre 2016.

Cette commission a émis un avis favorable au principe du recours à la gestion déléguée du service public de l'assainissement collectif, sous la forme d'un affermage, comme proposé par M. le Maire.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir approuver cette proposition.

M. KINET : « Je ne me répéterai pas mais j'émet les mêmes observations que pour le service de l'eau potable : pas de comparatif chiffré donc impossible de faire un choix en toute connaissance de cause. »

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et avoir pris connaissance de son rapport,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins deux abstentions : MM. KINET et VERDON,

DECIDE d'approuver le principe de gestion du service public de l'assainissement collectif de la commune dans le cadre d'une délégation de service public par affermage pour une durée de 10 ans et ce au vu du rapport de Monsieur le Maire contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Maire d'en négocier les conditions précises dans l'intérêt de la collectivité et des usagers.

2-2- Décision modificative du Budget Communal pour permettre le remboursement d'une taxe d'aménagement à un particulier (permis de construire sans suite)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

Mme BREBAN indique au Conseil Municipal que :

1°) aucun crédit n'ayant été prévu à l'imputation budgétaire 102296 de la section d'investissement pour le remboursement à un particulier au titre d'une taxe d'aménagement à lui restituer suite à un dégrèvement accordé par la Direction des Finances Publiques, il est nécessaire de procéder à un virement de crédit de 865 € soit :

102296 - Reprise sur taxe d'aménagement..... + 865 €

01-023 - Virement à l'investissement..... +.865 €

01-021 - Virement du fonctionnement..... + 865 €

6718-020 - Autres charges exceptionnelles..... - 865 €

2°) A la demande de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal accepte de traiter le dépassement de crédit suivant :

Aucun crédit n'ayant été prévu à l'imputation budgétaire 343-2181-020 pour la fourniture et pose d'un climatiseur réversible fixe dans le bureau du Maire (en remplacement de l'appareil vétuste et hors service) il est nécessaire de procéder à un virement de crédit de 2.520 € soit :

307 -Acquisition matériel - 2188 - 020..... - 2.520 €

343 -Hôtel de Ville-2181 - 020.....+ 2.520 €

M. FOURNEL : « S'agit-il d'une climatisation réversible ? »  
M. SAULNIER : « Oui c'est un climatiseur mural réversible. »  
M. LANGE : « Le prix me paraît fort élevé. »  
M. SAULNIER : « La main d'œuvre pour la pose est comprise. »  
M. COEURDEUIL : « J'ai personnellement fait établir des devis à titre privé et les prix variaient entre 1.600 et 1.800 € pour un DAIKIN 140 m3. J'ai bien sur opté pour la proposition à 1.600 €.  
M. FOURNEL : « Hormis le prix jugé élevé, je souligne que les écoles attendent depuis deux ans qu'on leur installe la climatisation. De plus, la Commission des Travaux n'a pas été informée de cette installation. »  
M. COEURDEUIL : « Ce sont les Services municipaux qui ont fait les demandes de devis ? C'est étonnant ! »  
M. SAULNIER : « Oui Ce sont les Services Techniques qui se sont chargés de la consultation. ».  
M. COEURDEUIL : « J'ai contacté pour ma part TECHNIFROID sur Brignoles qui m'a envoyé un devis sous 48 heures pour un DAIKIN. »  
M. COLLAIN : « Il faut comparer le matériel avant de comparer les prix. Les caractéristiques techniques de chacun peuvent expliquer la différence. »  
Mme PASQUET : « Les enfants des écoles suivent les cours avec plus de 30 °dans les classes depuis 2 ans. Le Conseil Municipal avait pris la décision de faire installer des climatiseurs mais rien n'a été commandé à ce jour. Je ne sais pas comment les parents vont réagir en apprenant qu'un climatiseur a par contre été installé dans le bureau de M. le Maire ».  
M. SAULNIER : « Mon bureau avait déjà un climatiseur réversible installé depuis une dizaine d'année. Il ne fonctionnait plus ou très mal. Il s'agit donc d'un simple remplacement. Pour les écoles, vous savez pertinemment qu'une étude est en cours avec un maître d'œuvre (ARC'H) pour la restauration et la mise aux normes des bâtiments, dont la climatisation. La polémique de ce soir est vraiment de bas étage ! »  
M. FOURNEL : « Une consultation avait-elle été lancée pour la climatisation des écoles ? »  
M. SAULNIER : « Oui mais le prix était exorbitant pour un rendement inefficace vu l'absence d'isolation de l'école maternelle. »

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,  
Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** à l'unanimité le premier point de la décision modificative n° 3 soit le virement de crédit au 102296 pour 865 €,

**APPROUVE** à la majorité (1 CONTRE : Mme REES et 5 ABSTENTIONS : MM. FOURNEL-KINET-COEURDEUIL-VERDON-LANGE) le second point de la décision modificative n° 3 soit le virement de crédit du 307-2188-020 au 343-2181-020 pour 2.520 €.

**2-3- SOLIDARITE ITALIE - Appel lancé par l'Association des Maires de France pour venir en aide aux victimes du séisme du 25 août 2016.**

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée délibérante d'un courrier du Président des Maires du Var lançant un appel à la solidarité auprès des communes varoises pour venir en aide à l'Italie, suite aux dégâts matériels et humains (250 morts et 365 blessés) occasionnés par le séisme survenu le 25 août 2016 et qui a frappé le centre du pays réduisant à l'état de ruines plusieurs villages.

Il demande au Conseil Municipal d'étudier cette demande avec toute la bienveillance possible.

M. KINET : « Où situons-nous la limite pour attribuer des aides ? Si un pays asiatique subit un séisme ou une inondation, lui verserons-nous une aide aussi ? Si je fais partie d'une association humanitaire, pourrais-je déposer une demande d'aide ? »

M. SAULNIER : « L'Italie fait partie de l'Union Européenne ! En 2015, quand une aide a été versée par divers pays aux Alpes Maritimes suite aux inondations, cela vous-a-t-il interpellé ou gêné, M. KINET ? »

Mme REES : « Des associations se sont-elles présentées en Mairie pour récolter des vêtements, des couvertures ou autres ? »

M. SAULNIER : « Non et nous n'avons aucune information à ce sujet. Il faudrait se rapprocher d'associations caritatives. »

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'accorder une subvention de 1.000 € à l'ITALIE afin de venir à son secours suite aux dégâts importants occasionnés par le séisme du 25 août 2016 et participer à la lourde tâche de reconstruction qui sera la sienne.

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016 de la Commune (chapitre 65).

### 3 - Personnel communal

#### 3-1- Création d'un emploi permanent à temps complet d'Agent de Maîtrise (promotion interne)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la politique municipale visant à veiller au bon déroulement des carrières du personnel communal, il est souhaitable que les agents qui réussissent des examens ou des concours puissent être nommés sur le grade accessible, ceci dans le respect des besoins des services et des crédits budgétaires.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale chargée du Personnel Communal.

M. DEBAQUE propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste d'Agent de Maîtrise pour y nommer un agent des Services Techniques qui a réussi l'examen et qui est inscrit sur la liste d'aptitude établie par le CDG 83.

Il précise que cet avancement de grade n'aura pas d'incidence sur la fonction de l'agent qui demeure inchangée.

Cet emploi **permanent** et à **temps complet** sera créé à compter du **1<sup>er</sup> novembre 2016**.

M. GIRAUD : « Si j'ai bien compris, l'emploi de cet agent est inchangé et il n'y a pas de modification de sa fiche de poste ? »

M. DEBAQUE : « Il n'existe aucune fiche de poste pour l'ensemble du personnel à ce jour. Elles sont en cours d'élaboration. »

M. GIRAUD : « Je voterai donc contre cette création d'emploi en attendant la création de la fiche de poste de l'agent. Compte-tenu de la réussite de cet agent à l'examen, nous avons reçu favorablement sa demande d'avancement et nous avons travaillé, ma commission et moi-même, sur une proposition visant à permettre à cet agent, par une adaptation de sa fiche de poste, d'apporter une plus-value au niveau des services techniques. En effet, s'il est nommé agent de maîtrise, il va passer numéro 2 et si cela ne correspond pas à une modification de sa fiche de poste, cela va désorganiser la pyramide du service. Je trouve cela dommage. Je voterai pour cette création le jour où la fiche de poste sera modifiée en conséquence. »

M. DEBAQUE : « Dans la fonction publique, le grade est séparé de l'emploi. En conséquence, l'agent aura le grade mais restera sur son poste. »

M. GIRAUD : « M. DEBAQUE vous êtes en train de désorganiser la pyramide des services techniques ! Vous faites passer un adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe au grade d'agent de maîtrise soit au-dessus de tout le monde dans la pyramide et l'organigramme. Donc je maintiens ma position : quand la fiche de poste aura été modifiée en conséquence, je voterai pour cette création d'emploi. A ce jour, je vote contre. »

M. SAULNIER : « Nous avons embauché une Directrice des Services Techniques (DST) qui est chargée de l'organisation de ces services et qui n'a pas encore terminé la mise en place des fiches de poste. »

M. KINET : « J'avais l'impression que la commission du personnel s'était engagée à favoriser la promotion des agents qui avaient passé un examen ou un concours. Dans le cas présent, un agent a réussi un examen, il est donc tout à fait normal de le promouvoir. Je ne comprends pas que M. GIRAUD, qui a décidé d'abandonner la commission du personnel, mette des bâtons dans les roues à son remplaçant. Il fallait rester en place, M. GIRAUD ! »

M. GIRAUD : « Je ne vous permets pas d'employer le terme « abandonné ». Ce n'est pas un abandon, j'ai seulement passé le relais. Je peux faire part des engagements que j'avais pris avec l'agent ! Je n'ai rien contre lui. Je dis que je voterai pour la prochaine fois quand la fiche de poste aura été revue. Pour l'instant cet avancement ne ferait que désorganiser le service, c'est mettre la charrue avant les bœufs. L'agent va passer d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe au grade d'agent de maîtrise, soit l'adjoint de la DST sans que sa fiche de poste ait été adaptée. Je ne sais même pas si la DST a été informée de cette proposition d'avancement. Chacun votera sur cette question en son âme et conscience mais moi je voterai contre ! »

M. DEBAQUE : « M. GIRAUD, je répète qu'on ne change pas son emploi, il reste le même. Nous favorisons l'avancement des agents qui réussissent des examens. »

M. KINET : « Il faut remotiver le personnel et donc accepter de promouvoir les agents quand ils réussissent des examens ou concours. Il va rester au même salaire approximativement. »

M. GIRAUD : « Au même salaire ? du grade d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe à celui d'agent de maîtrise ? De toute manière, ce n'est pas pour une question de salaire que je m'oppose à cet avancement, c'est une question d'emploi ! »

M. KINET : « Pour moi, c'est une question de principe. Un agent qui réussit un examen doit être récompensé par un avancement. »

M. GIRAUD : « M. KINET, c'est la fonction publique ! J'ai personnellement changé 5 fois d'affectation pour que mon grade corresponde à mon poste ! »

M. KINET : « Alors c'est par jalousie que vous vous opposez à cet avancement ? »

M. GIRAUD : « Pas du tout, c'est pour être équitable avec tout le monde ! J'aurais voté volontiers pour la création de l'emploi si les choses avaient été faites correctement. »

M. KINET : « Vous pourriez uniquement vous abstenir ! »

Mme BOULE AMPHOUX : « Dans mon secteur, quand un agent prépare un examen ou un concours, nous préparons en amont une fiche de poste pour le nouvel emploi qu'il va occuper en cas de réussite. »

Mme DONADEY : « Tout à fait, c'est la procédure à appliquer. »

M. GIRAUD : « D'autant plus que tout cela avait été évoqué. Il y a des pistes à créer pour que cet avancement apporte des plus-values au fonctionnement du service. Mais nommer un agent au poste d'agent de maîtrise pour rester sur son même poste, je suis désolé, je m'y oppose. »

M. KINET : « Pourquoi ne l'avez-vous pas proposé quand vous étiez encore vice-président de la commission du personnel ? »

M. GIRAUD : « J'étais d'accord avec l'agent pour qu'à l'arrivée de la DST, celle-ci réorganise son service. »

M. KINET : « On a appris sa réussite au concours bien avant que la DST n'arrive ! »

M. GIRAUD : « Mais on avait évoqué un certain nombre de pistes avec l'agent pour son affectation à l'arrivée de la DST. »

M. SAULNIER : « Vu d'une part l'incompréhension à propos de la proposition de M. DEBAQUE et les demandes d'éclaircissements évoquées ce soir et d'autre part le fait que les fiches de postes ne soient pas encore terminées, je propose qu'on renvoie cette question à la prochaine réunion du Conseil Municipal. »

M. GIRAUD : « Mais M. le Maire nous sommes 27 Conseillers, chacun peut voter comme il l'entend ! »

M. SAULNIER : « Nous sommes des personnes raisonnables et devant les observations émises ce soir, nous allons retravailler sur cette proposition notamment en commission et vous la représenter à la prochaine réunion du Conseil. »

M. GIRAUD : « C'est dommage pour l'agent car si la majorité est favorable à cette création il pourra bénéficier de son avancement dès le 1<sup>er</sup> octobre 2016. Je vote contre cette création mais je ne suis pas pour son retrait. Nous sommes 27, je ne veux pas en prendre la responsabilité. J'expose mes arguments mais je ne veux influencer personne ! »

M. SAULNIER : « Nous savons entendre les arguments des Adjoints et Conseillers Municipaux et c'est pour cette raison que je vous propose de retirer cette question de l'ordre du jour. »

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après avoir entendu l'intervention de M. Xavier GIRAUD, Adjoint, qui se prononce contre cette création d'emploi car, pour lui, une nomination à ce grade d'un Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe, sans qu'une fiche de poste décrivant les fonctions de l'agent concerné ne soit établie au préalable, perturberait l'organigramme établi à ce jour,

Après avoir entendu les diverses questions posées par certains Conseillers Municipaux,

Sur proposition de Monsieur le Maire de renvoyer cette question à la prochaine réunion du Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins un CONTRE (M. GIRAUD qui dit vouloir simplement exposer ses arguments sans vouloir influencer personne et qui souhaite le maintien de cette question) et une ABSTENTION (M. KINET),

DECIDE de renvoyer ce dossier à la prochaine réunion du Conseil Municipal afin de permettre de répondre à toutes les questions posées et à éclaircir les modalités de cette création de poste en regard de la nomination de l'agent en question.

3-2- Création d'un emploi en CUI-CAE (contrat aidé) ou en C.D.D. d'adjoint d'animation pour les activités périscolaires et le centre de loisirs

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que quatre emplois aidés ont déjà été créés depuis le début de l'année, deux pour les services techniques, un pour le service « voirie » et un pour le service « enfance ».

A ce jour, le service « Enfance » doit se doter d'un agent supplémentaire et Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse », propose de créer un cinquième emploi aidé.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Annette PASQUET.

Mme PASQUET explique que le CDD passé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 a pris fin en juillet 2016 et qu'il faut embaucher pour pourvoir le poste laissé vacant pour l'animation des activités périscolaires et du Centre de Loisirs. Le poste doit être créé à temps complet dès le 3 octobre 2016.

Elle expose que la formule des contrats aidés doit être privilégiée car moins onéreuse qu'un CDD. Elle précise qu'une publicité de l'annonce d'offre d'emploi a été réalisée de façon intensive (affichage dans le village, information de pôle emploi, site de la commune, sites spécialisés sur l'animation, et même le site « Le bon coin »).

Mme PASQUET propose donc la création d'un emploi aidé (C.U.I./C.A.E.), sur 2 ans (un an renouvelable 2 fois par période de 6 mois), avec formation obligatoire pour la période de renouvellement uniquement, emploi pour lequel une aide de l'Etat à hauteur de 75 % est accordée (avec un suivi par le CEDIS).

Mme INGRASSIA : « Les contrats aidés sont-ils accordés pour un temps complet soit 35 heures hebdomadaires ? »

Mme PASQUET : « Oui, tout à fait, nous travaillons avec la mission locale. »

Mme BOSSUGE : « Peut-on encore déposer des candidatures ? »

Mme PASQUET : « Non, c'est clos car l'offre date de début juillet. »

M. FOURNEL : « Est-ce que le personnel actuellement en place sur des postes temporaires a été contacté ? »

Mme PASQUET : « Tout le monde en a été informé mais il fallait répondre aux critères exigés pour avoir droit à un contrat aidé. »

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse »,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet de création d'un emploi au service « Enfance » dans le cadre des contrats aidés « C.U.I/C.A.E. »,

**DECIDE** de créer un poste d'Adjoint d'Animation de 2<sup>ème</sup> classe en contrat aidé (CUI/CAE) à compter du 3 octobre 2016,

**PRECISE** que le contrat sera de 35 h par semaine avec une aide de l'Etat versée sur la base maximum de 26 heures hebdomadaires. La durée du contrat est de 2 ans (un an renouvelable 2 fois par période de 6 mois), avec formation obligatoire pour la période de renouvellement uniquement,

**INDIQUE** que la rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le CEDIS pour ce recrutement,

**PRECISE** que les crédits nécessaires à la rémunération restant à la charge de la Commune, après déduction faite de la participation de l'Etat, sont inscrits au budget 2016 de la Commune (chapitre 012).

#### **4 - Administration générale**

##### **4-1 - Composition de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que :

Vu l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) et notamment l'article L5211-6-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12/2016 - BCL du 29 mars 2016 portant Schéma de Coopération Intercommunale du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n°13/2016-BCL du 31 mars 2016 portant projet de périmètre d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Comté de Provence, Sainte-Baume Mont-Aurélien et du Val d'Issole ;

Vu les délibérations des conseils communautaires des communautés de communes du Comté de Provence (13 juin 2016), Sainte-Baume Mont-Aurélien (2 juin 2016) et du Val d'Issole (8 juin 2016), approuvant l'arrêté préfectoral n°13/2016-BCL du 31 mars 2016 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Comté de Provence, de Sainte-Baume Mont-Aurélien et du Val d'Issole ;

Vu la délibération n° 2016 - 115 du Conseil de Communauté du Comté de Provence du 25 juillet 2016 approuvant la répartition des 52 sièges constituant le Conseil d'agglomération de la Provence Verte ;

Considérant qu'il revient aux conseils municipaux de délibérer sur la composition de l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral n°41/2016-BCL ;

Considérant que cette composition doit être adoptée à la majorité qualifiée, « ...des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des deux tiers de la population de celles-ci », conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT ;

Il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter la composition de l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte, créée par arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016, telle qu'approuvée par délibération n° 2016 - 115 du Conseil de Communauté du 25 juillet 2016, conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT, répartie comme suit :

REPARTITION DES 52 SIEGES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION			
	Nom de la Commune	Nombre de sièges actuels	Répartition des sièges proposée
Comté de Provence	Brignoles	16	9
	Camps la Source	2	1
	Carcès	4	2
	Chateauvert	1	1
	Correns	2	1
	Cotignac	3	1
	Entrecasteaux	2	1
	La Celle	2	1
	Le Val	5	2
	Montforts sur Argens	2	1
	Tourves	5	2
	Vins sur Caramy	2	1
	<b>Total</b>	<b>46</b>	<b>23</b>
Sainte Baume Mont Aurélien	Bras	4	1
	Nans les Pins	6	2
	Ollières	1	1
	Plan d'Aups Ste Baume	3	1
	Pourcieux	2	1
	Pourrières	7	2
	Rougiers	3	1
	Saint Maximin La Ste Baume	17	9
	<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>18</b>
Val d'Issole	Forcalqueiret	4	1
	Gareoult	9	3
	La Roquebrussanne	4	1
	Mazaugues	2	1
	Méounes les Montrieux	4	1
	Néoules	4	1
	Rocbaron	6	2
	Sainte Anastasie sur Issole	4	1
	<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>11</b>
<b>TOTAL</b>		126	<b>52</b>



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**ADOpte** la composition de l'organe délibérant de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte, créée par arrêté préfectoral n°41/2016-BCL du 5 juillet 2016, telle qu'approuvée par délibération n° 2016 - 115 du Conseil de Communauté du 25 juillet 2016, conformément à l'article L5211-6-1 du CGCT, répartie comme indiqué dans l'exposé.

### 4-2 - Modification des statuts communautaires au titre de la compétence GEMAPI (gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations)

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var en date du 26 décembre 2001 portant création de la Communauté de Communes du Comté de Provence et ses statuts modifiés par arrêté préfectoral le 31 mars 2014, notamment ses compétences en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy. Pour l'exercice de ces compétences, la Communauté de Communes peut adhérer à un Syndicat Mixte conformément à l'article L5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales » ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite « loi MAPTAM » qui a instauré une compétence obligatoire et exclusive au profit des Communes et EPCI à fiscalité propre en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) », au 1<sup>er</sup> janvier 2016 repoussée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par la loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L5211 et suivants, L 5711-1 et suivants relatifs à la création et au fonctionnement des syndicats mixtes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02/2014 du 3 février 2014 portant projet de périmètre du syndicat mixte de l'Argens et ses statuts approuvés par délibération n° 2013 - 212 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2013 ;

Vu la séance d'installation du Comité syndical du Syndicat Mixte de l'Argens du 3 octobre 2014 ;

Vu la délibération n° D 2016 13 du Comité syndical du Syndicat Mixte de l'Argens (SMA) du 25 avril 2016 portant modification de ses statuts ;

Vu la délibération n° 2016 - 95 du Conseil de Communauté du 13 juin 2016 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence en matière de GeMAPI ;

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération n° 2016 - 95 du 13 juin 2016, le Conseil de Communauté du Comté de Provence propose aux communes membres une modification de ses statuts en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy. Pour l'exercice de ces compétences, la Communauté de Communes peut adhérer à un Syndicat Mixte conformément à l'article L5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ».

Aussi il est demandé au Conseil Municipal :

1°) - d'approuver la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy. Pour l'exercice de ces compétences, la Communauté de Communes peut adhérer à un Syndicat Mixte conformément à l'article L5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales », comprenant :

- ✓ au titre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI) :
- ✓ la définition et la mise en œuvre de stratégies d'aménagement du bassin
- ✓ l'entretien et l'aménagement des cours d'eau
- ✓ la défense contre les inondations et contre la mer : système d'endiguement et aménagements hydrauliques
- ✓ la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que les formations boisées riveraines
- ✓ au titre des missions relevant du domaine Hors-GEMAPI :
- animation et portage du SAGE, du PAPI, du Contrat de Rivière et de la SLGRI
- suivi quantitatif et qualitatif des eaux superficielles des cours d'eau.

Le principe de transfert ou délégation au Syndicat Mixte de l'Argens des missions relevant de la compétence obligatoire GEMAPI mais également des missions relevant des compétences supplémentaires (hors-GEMAPI) est conditionné à la reconnaissance préalable d'un intérêt commun au bassin qui repose sur l'appréciation de 5 critères :

- ▶ la sécurité des personnes
- ▶ la protection d'un bassin d'emploi
- ▶ la protection d'un espace agricole
- ▶ la restauration morphologique
- ▶ la solidarité de bassin versant

Les actions ne relevant pas de l'intérêt commun au bassin sont considérées comme relevant d'un intérêt local et donc de la compétence exclusive de la Communauté de Communes.

2°) - d'autoriser Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la modification des statuts de la Communauté de Communes du Comté de Provence, tels qu'annexés, en matière de « gestion intégrée des milieux aquatiques et prévention des inondations comprenant notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière pour le Caramy »

**AUTORISE** Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Comté de Provence à solliciter l'arrêté de Monsieur le Préfet du Var pour la modification des statuts sous réserve de l'obtention de la majorité définie à l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### 4-3 - Vente d'un terrain (Le Grand Claou) à GRDF pour l'installation d'un équipement technique (poste de transport de gaz naturel)

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée que, par délibération du 13 mai 2004, le Conseil Municipal a accepté de céder à la société « GRTGAZ » une parcelle de terre de 600 m<sup>2</sup> (E 1777) issue d'un terrain communal (E 849) situé lieudit « Le Grand Claou » d'une superficie initiale de 378.725 m<sup>2</sup>. Cette société souhaitait y implanter une installation technique à raccorder au gazoduc proche.

Le Service des Domaines avait été consulté et avait donné une valeur vénale du terrain estimée à 600 € (1€ le m<sup>2</sup>).

Une promesse de vente avait alors été signée au prix de 2 € le m<sup>2</sup> avec interdiction pour la Commune de vendre ou de louer ledit terrain moyennant un loyer mensuel de 50 € à verser jusqu'au jour de la vente.

Plusieurs années se sont écoulées sans suite donnée par « GRTGAZ » à cette promesse de vente mais récemment le Notaire de la Société a contacté la Mairie en proposant un projet d'acte de vente conforme à la promesse de l'époque.

Monsieur le Maire donne lecture de ce projet d'acte à l'assemblée et demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce dossier.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Vu l'utilité publique du projet de « GRTGAZ »,

A la majorité

**ACCEPTE** de céder à la Société « GRTGAZ » la parcelle cadastrée E 1777 pour 600 m<sup>2</sup> « Le Grand Claou » au prix de 1.200 € (2 € le m<sup>2</sup>).

**ACCEPTE** les termes du projet d'acte de vente présenté par le Notaire de ladite société,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cet acte ainsi que tous les documents visant à officialiser cette transaction.

#### 4-4 - Document d'information communal sur les Risques Majeurs (DICRIM)

Monsieur le Maire fait part à l'assemblée d'un courrier reçu de Monsieur le Préfet du Var relatif à l'élaboration d'un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), document dont doivent disposer toutes les communes du Var car situées à minima en zone de sismicité 2 et exposées à un risque élevé d'incendie. Ce document doit être mis à disposition du public pour consultation en mairie.

Il donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité, qui a rédigé le DICRIM.

M. GIRAUD tient tout d'abord à remercier tout particulièrement l'infographiste du personnel communal qui a conçu la plaquette du DICRIM à partir des données et des textes fournies par ses soins. M. GIRAUD indique que : « M. le Préfet a donc relancé récemment ce dossier auprès de toutes les communes qui n'ont pas encore rédigé ce document en leur donnant la date butoir de 2017. Ce document avait été présenté en son temps à la commission de sécurité communale sous une autre forme. Il a été mis en valeur par notre infographiste communal qui a travaillé un certain temps sur sa conception avec moi. Ce document devra être affiché en Mairie et mis en ligne sur le site officiel de la Commune.

Il pourra également être imprimé pour être distribué auprès de la population en même temps que le Journal des Valois. Un devis a été demandé au même imprimeur que le magazine municipal et le prix est estimé entre 900 et 1.000 € pour 2.300 exemplaires. Cette disposition n'est pas une obligation mais il s'avère très important que les administrés soient informés des mesures à prendre en cas de risque avéré. La notion « d'avant-pendant et après » prend toutes ses proportions, vous allez le comprendre après la présentation du diaporama qui suit. Des consignes simples sont données à la population pour chaque cas. »

M. GIRAUD procède ensuite à la projection du DICRIM en indiquant que la commune encourt 4 risques majeurs :

- risque « inondations »
- risque « feux de forêt »
- risque « mouvements de terrain »
- risque « transport de matières dangereuses ».

M. GIRAUD détaille tous ces risques et commente le document point par point.

Ce DICRIM sera adressé à M. le Préfet pour avis et validation.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,

Après avoir pris connaissance du DICRIM rédigé par M. Xavier GIRAUD,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**VALIDE** le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) présenté,

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de bien vouloir le transmettre à Monsieur le Préfet

**INDIQUE** que le DICRIM sera mis à disposition du public sous format papier mais aussi dématérialisé (sur le site officiel de la Commune).

Un avis sera affiché aux lieux habituels pendant une période minimale de deux mois après dépôt du dossier au Contrôle de Légalité. Il sera mis en ligne sur le site officiel de la Commune de façon permanente.

**5** - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 27 juin 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

27/06/2016	17-Délivrance d'une concession concernant une case de columbarium dans le site cinéraire du 3ème cimetière Mme MORIN		+ 300,00 €
28/06/2016	18-Contrat de maintenance pour la révision de l'installation campanaire de l'Eglise et de la tour de l'horloge - Azur Carillon Provence Electrotechnique	340 € par mois révisable selon l'indice ICHTrev-S	
01/07/2016	19-Attribution des travaux de restauration des vitraux de l'église - SARL VITRAUX IMBERT	16 367,25 €	19 640,70 €
08/07/2016	20-Attribution de la mission d'équipement en climatisation des locaux de la Police Municipale - SARL CALECO	5 019,12 €	6 022,95 €
08/07/2016	21-Attribution de la mission d'équipement du réseau de sauvegarde déportée des locaux de la Police Municipale - LDLC PRO	2 181,80 €	2 618,16 €
21/07/2016	22-Acquisition terrain CHABAS parcelle D715 de 350 m <sup>2</sup>		1,00 €
21/07/2016	23-Servitude de passage sur terrain Chabas, parcelles F 546 et F 547		
27/07/2016	24-Modification de la régie de recettes "transport scolaire"		
27/07/2016	25-Modification de la régie de recettes "activités périscolaires"		
04/08/2016	26-Attribution de concession de cimetière CONFORTI Maria		
05/09/2016	27-Spectacle Pyrotechnique - Concept Communication Pyrotechnie Toulon-		3 000,00 €
05/09/2016	28-Acceptation d'un don en numéraire de Monsieur BOUCHARD pour la restauration de la fontaine angle du 8 Mai 1945		+10 000 €
05/09/2016	29-Acceptation du devis Varnett pour le nettoyage de l'école maternelle	2 660,00 €	3 192,00 €

Monsieur le Maire indique d'autre part que 7 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 27 juin 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 27 juin 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

#### 6 - Questions écrites

NEANT

## 7 - Questions orales

M. VERDON souhaite poser quatre questions mais propose à M. le Maire de n'y répondre éventuellement qu'à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

M. SAULNIER lui rappelle que si les questions lui sont posées par écrit quelques jours avant la réunion, cela lui permet de se renseigner et de répondre avec tous les éléments en main.

M. VERDON pose donc ses questions :

### 1 - Que devient le dossier de « La Jouberte » ?

M. SAULNIER répond qu'une réunion est prévue mi octobre pour que chacune des 3 parties (Mme VERMOREL/M. MARINI - M. BAEZA et la Commune) puissent exposer ses attentes afin d'avancer dans les négociations. Les avocats de chaque partie seront présents.

Ensuite, l'Avocat de la Commune présentera le dossier au Conseil Municipal en réunion privée et répondra à toutes les questions.

M. SAULNIER indique d'autre part que pour le terrain « JAPEL » des Grandes Aires il n'y a rien de nouveau non plus car le classement du terrain en zone constructible ne sera effectif qu'après l'arrêt du PLU. Par contre, il n'existe plus de contentieux avec l'aménageur.

### 2 - Des acquéreurs ou investisseurs pour le Domaine de Chateaurenard se sont-ils fait connaître ? Des bruits courent dans le village.....

M. SAULNIER dit ne pas souhaiter vendre le domaine communal mais plutôt le mettre en location. Il donne la parole à M. FOURNEL qui a présenté à M. DEBAQUE (M. le Maire étant en congés) un investisseur dans le courant de l'été dernier.

M. FOURNEL confirme qu'un investisseur souhaiterait louer le domaine avec un bail à long terme et un pas de porte conséquent.

M. SAULNIER demande à M. FOURNEL des détails sur le projet de cet investisseur.

M. FOURNEL indique qu'un Architecte était présent lors de la visite de l'investisseur et qu'un projet a été pré-établi.

M. SAULNIER demande la destination du projet.

M. FOURNEL indique qu'il consisterait en l'aménagement d'un hôtel de luxe.

Mme INGRASSIA demande si ce projet ne concerne que les bâtiments principaux du domaine.

M. FOURNEL répond affirmativement et confirme que la « Magnanerie » n'est pas incluse dans le projet.

M. SAULNIER précise que seuls le grand bâtiment et la ferme sont concernés.

Mme DONADEY demande de quelle nationalité est cet investisseur.

M. FOURNEL répond que l'investisseur est russe.

Mme BREBAN souligne que l'aménagement de ce domaine relèverait un peu la situation du VAL et que ce serait un bon point pour l'image de la Commune.

M. COEURDEUIL conseille de porter une attention toute particulière sur l'origine des fonds afin que la Commune ne soit pas impliquée dans une quelconque opération de blanchiment d'argent.

M. SAULNIER informe les Conseillers que d'autres investisseurs potentiels sont venus également visiter le site comme l'ADAPEI par exemple qui doit présenter un projet.

M. FOURNEL dit avoir pris quelques renseignements juridiques sur le montage de ce type d'opération et rappelle qu'un appel d'offres doit être lancé afin de ne pas privilégier un groupe de personnes ou une personne mais plutôt juger sur dossier.

### 3- Où en est le projet du complexe sportif ?

M. SAULNIER rappelle que le dossier avait été mis à l'étude auprès de la SPL « ID 83 » puis mis un peu en sommeil. Il indique qu'à l'heure d'aujourd'hui tous les projets, impliquant financièrement

la Communauté de Communes, tombent dans le giron de la Communauté d'agglomération. Vu que 52 Communes feront partie de cette nouvelle entité, il faudra être réactif pour présenter un projet finalisé dès le début 2017. Le projet sera donc réactivé rapidement et présenté au Conseil Municipal afin de l'approuver avant la fin 2016.

4 - les communes débattent actuellement sur le projet d'EDF pour la mise en place de compteurs LINKY dits « intelligents ». Est-ce que vous comptez débattre de ce sujet-là qui est très sensible ?

M. SAULNIER répond que ce débat n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant et que des renseignements seront pris pour pouvoir en discuter.

-----

M. NAL demande si l'impact des prélèvements réalisés par INOVA sur le patrimoine forestier varois a été évalué et si une projection a été faite. Beaucoup s'inquiètent à propos de la préservation de la forêt varoise.

M. SAULNIER indique que depuis les incendies de forêts des 3 communes voisines l'été dernier, INOVA a été pressenti pour faire des coupes de bois brûlé et ainsi nettoyer la forêt. Cette intervention d'INOVA permettrait aussi de diminuer l'impact financier sur les communes sinistrées. Un débat s'est tenu à la CCCP à ce propos et sur une aide financière à leur verser.

Il faut savoir d'autre part que des particuliers propriétaires de bois ont reçu la visite de sociétés qui proposaient d'abattre les arbres brûlés avant de les transporter sur Gardanne. Ceci étant en complète contradiction avec la convention signée avec INOVA disant que tout le bois varois devait être dirigé vers ses installations et non pas sortir du département. M. SAULNIER souligne donc qu'INOVA fonctionne bien.

M. NAL insiste sur l'inquiétude de la population sur le devenir de la forêt varoise suite aux prélèvements d'INOVA.

M. SAULNIER répond que lors d'un récent entretien avec le Directeur d'INOVA, celui-ci lui a indiqué que des techniciens procèdent à des analyses des propriétés forestières afin de déterminer ce qui doit être abattu. Ensuite une proposition est adressée aux propriétaires avant qu'une société spécialisée procède à la coupe.

-----

Mme BOSSUGE demande si un projet de parking est à l'étude pour faciliter le stationnement des habitants du secteur de « La Prolétarienne » qui rencontrent de grosses difficultés à ce propos.

M. SAULNIER répond qu'un projet de création d'un parking est envisagé à côté de « La Prolétarienne » tout en conservant le jeu de boules et une partie du jardin public. Une réunion avec tous les riverains va être programmée dans les prochaines semaines pour expliquer le projet et recueillir les observations et propositions de chacun. Les commissions concernées seront consultées. M. GAUTIER avait proposé de faire casser sans délai la partie de mur qui permettrait d'ouvrir le terrain au stationnement et de procéder aux finitions ensuite. Les Services Techniques vont procéder à la suppression du mur dans les prochains jours.

M. GAUTIER informe que bon nombre de riverains est enthousiaste à l'idée d'une régulation du stationnement à La Prolétarienne.

-----

M. LANGE prend la parole pour dire avoir appris par la presse qu'il n'y aurait pas de stationnement sur la Place Gambetta et avoir lu dans le dernier compte-rendu de réunion de

chantier (n° 24) que le sens de circulation de la Rue Nationale sera montant. M. LANGE demande à quoi sert le Conseil Municipal et qui a pris ces décisions.

M. SAULNIER rappelle qu'il y a eu beaucoup de polémique notamment avec les commerçants. Cela a impliqué un droit de réponse suite auquel une majorité d'administrés, d'Adjointes et de Conseillers valident la zone piétonne sur la Place Gambetta. L'habitude a été prise, durant toute la durée du chantier, de se garer aux alentours de la place. Une commission spécifique sera créée pour travailler sur l'aménagement de tous les parkings sur la Commune. Que la place reste piétonne est un atout fabuleux pour le village : les gens viennent s'attabler, discuter, faire leurs courses en se déplaçant sans aucune difficulté. Les enfants peuvent s'y amuser en toute sécurité. C'est le cœur du village. A partir de là, la place étant bloquée, c'était plus logique que le sens de circulation de la Rue Nationale soit montant. »

M. LANGE : « Il est évident que si vous fermez la Place, le sens de circulation ne peut être que montant ! »

M. GIRAUD : « Vous vous étiez engagé dans cette même salle à ce qu'on aille tous ensemble sur site pour discuter sur les options possibles. On devait travailler sur plan pour activer la prise de décision. Mais il a été dit que les dames du Conseil n'étaient pas capables de lire un plan. Une décision collégiale devait être prise. J'ai donc été très surpris également, comme M. LANGE, quand j'ai constaté dans le PV que tout avait été décidé dont le sens montant. Aucun débat n'a eu lieu à ce propos malgré les problèmes de sécurité évoqués. Je suis donc très déçu sur la façon dont a été menée cette opération.

M. LANGE : « Je conteste la forme, nous sommes 27 conseillers qui doivent pouvoir être informés mais aussi débattre sur des propositions. Je ne vois pas l'intérêt de fermer la place l'hiver car les terrasses des bars sont très réduites par temps froid. On pouvait donc très bien faire le sens descendant quand la place est ouverte à la circulation et quand elle est fermée, inverser le sens de circulation de la rue du 8 mai. Certes cela faisait perdre quelques places de parking mais il fallait y travailler sérieusement avant de prendre une décision. »

M. SAULNIER : « Tous les techniciens et personnes qualifiées pour juger de la situation ont indiqué que la meilleure solution était de bloquer la place et d'opter pour le sens montant. Et ce de façon permanente pour éviter la confusion dans l'esprit des gens et l'abandon petit à petit d'une place piétonne si pendant quelques temps on l'ouvre à la circulation, puis on la ferme..... Tout le monde a pris ses habitudes, les gens stationnent un peu plus à l'écart et viennent à pied. Nous avons la chance d'avoir un cœur de village il faut le préserver. Peut-être que cela va attirer un nouveau type de commerce ou d'artisanat sur la place. Cette place peut très bien vivre toute l'année, hiver comme été, si on y organise des manifestations. »

Mme BREBAN : « Mais vous auriez pu quand même en parler en commission ou en conseil avant de prendre une décision ! »

---

M. LANGE : « Et pour quelles raisons les travaux traînent-ils ? »

M. SAULNIER : « Un planning a été reçu dans l'après-midi ce jour. Les travaux traînent devant le stade mais tout le reste devrait être terminé pour la fin septembre. Lors de la dernière réunion, j'ai demandé au bureau d'études une analyse pour envisager l'application de pénalités de retard car je considère aussi que les travaux ne vont pas assez vite. »

---

M. LANGE : « Une dernière question à propos des travaux sur le chemin François de Belsunce qui ont débuté. J'en informe le Conseil puisque M. DEBAQUE ne le fait pas. Une enveloppe a été votée pour 80.000 €. A quoi va être affecté le reliquat puisqu'on a l'obligation de passer une commande de 100.000 € minimum à l'entreprise chaque année ? »

M. DEBAQUE : « La dernière estimation des travaux sur ce chemin s'élève à 98.000 €. »

---



M. COEURDEUIL : « Je reviens sur les travaux de la Place Gambetta. Le projet sur plans a été arrêté en son temps par le Conseil Municipal avec le maître d'œuvre, la consultation lancée, le marché passé. En début d'année nous nous sommes retrouvés sur site où un calepinage nous a été soumis et nous sommes tous tombés d'accord sur cette maquette.

Dans le calepinage initial, les bandes blanches traversaient la place pour l'élargir et supprimer l'impression de rue. Ce point a été débattu et approuvé. Aujourd'hui les travaux ont été réalisés autrement : on constate des caniveaux noirs et des bandes blanches coupées de part et d'autre qui ne servent plus à rien esthétiquement. C'est une horreur ! Quand on regarde le côté financier de ces travaux, on constate que la prestation de l'entreprise s'est trouvée facilitée par cette pose d'où un gain de temps et de main d'œuvre. Les bandes blanches n'ont pas suivi la forme des caniveaux. Les découpes ont donc été simplifiées. On pourrait demander une moins-value conséquente de la prestation. Le côté esthétique de la place est foutu à moins de faire reprendre les travaux. Qui a donné l'ordre de poser les bandes blanches ainsi ? L'Architecte, le chef de chantier, des élus, qui ? Toujours est-il que les travaux qui ont été réalisés sont non conformes au projet arrêté par les élus. »

M. SAULNIER : « Le côté esthétique ne met pas en péril le chantier. Je crois savoir que c'est l'Architecte et le bureau d'études qui ont modifié la pose car au début de celle-ci le résultat était catastrophique.

M. DEBAQUE : « Le Conseil Municipal s'est déplacé pour voir la pose des bandes et a constaté que cela n'allait pas. Tout a donc été refusé. »

Mme INGRASSIA : « Effectivement, les petits morceaux de bandes blanches ne suivaient pas la courbe des caniveaux et le résultat était très vilain. »

M. SAULNIER : « Des angles portaient sur les côtés dans les courbes et c'était une catastrophe. »

M. COEURDEUIL : « Alors pourquoi ne l'ont-ils pas dit quand ils ont proposé la maquette ? »

M. SAULNIER : « Parce qu'ils ne le savaient pas encore puisque les essais ont été postérieurs. »

M. COEURDEUIL : « Alors je suis désolé, mais si les poseurs de pavés ne savent pas tailler des pierres en biais et les insérer, alors ce sont des bras-cassés ! On ne sait pas le faire, alors on ne le fait pas ! C'est trop facile ! C'est une catastrophe ! »

M. SAULNIER : « Il ne faut pas exagérer et puis il y a aussi la présence de plaques de pluvial à prendre en compte. »

Mme INGRASSIA : « L'Architecte a évalué les deux possibilités et a opté pour les bandes coupées. »

M. SAULNIER : « Chacun peut s'exprimer sur la valeur architecturale d'un ouvrage et tout le monde n'aura pas le même avis.... »

M. COEURDEUIL : « Il peut y avoir des avis subjectifs mais un projet dessiné, une maquette présentée sur laquelle tout le monde donne un accord, ce n'est plus une question de goût totalement subjectif mais une question de non-respect de la commande passée pour le simple motif que l'entreprise ne sait pas faire..... »

M. SAULNIER : « La maquette a été présentée sur une partie droite et il n'y avait pas de problèmes. Malheureusement, il y a des courbes sur cette place et il n'était pas possible de faire comme prévu initialement. »

M. COEURDEUIL : « L'entreprise ne sait donc pas poser des pavés dans les courbes ? C'est une plaisanterie ? »

Mme PASQUET : « Où seront positionnés les emplacements de stationnement pour les personnes handicapées ?

M. SAULNIER : « Une étude sera menée par les commissions « Travaux »-« Parkings » et « Sécurité ». »

Mme PASQUET : « Il n'y a plus de places de parking pour handicapées dans le village. Ils ne peuvent plus venir sur la place pour faire leurs courses, notamment pour se rendre à la pharmacie.

M. FOURNEL : « Au niveau des plots et bornes électriques escamotables, il n'y a pas de protection autour. »

M. SAULNIER : « Mais M. FOURNEL, le chantier est en cours et tout sera fait. A chaque visite de chantier, nous relevons ce qui ne convient pas et le faisons remonter à l'entreprise via l'Architecte. »

M. LANGE : « Puisque la place Gambetta sera piétonne, comment feront les riverains qui arriveront avec leurs courses pour aller les déposer chez eux ? »

M. SAULNIER : « Tous les livreurs pourront accéder à la place pour approvisionner les commerçants. »

M. LANGE : « Mais les riverains, comment feront-ils »

M. SAULNIER : « Les riverains pourront s'arrêter peut-être quelques minutes pour décharger leurs voitures mais ils ne stationneront pas. »

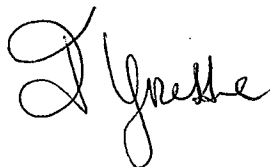
---

LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

